

AKTUELL

DÉI GRÉNG

Et maintenant ?

Raymond Klein

Considérés généralement comme vainqueurs, les Verts ont indéniablement obtenu des résultats formidables. Ils continueront à explorer les possibilités et les limites de la participation au pouvoir quand on est - un peu - différent des autres partis.

Les Verts sont-ils, à l'issue des élections communales, devenus la troisième force politique du pays, comme l'avance le Wort dans son éditorial de lundi ? Pas encore, car ils sont absents d'un certain nombre de communes et ne sont leaders nulle part où l'on vote à la proportionnelle. Le DP, traditionnellement établi comme troisième parti, a présenté une liste presque partout, remporte le meilleur score dans neuf communes, et occupe plusieurs postes de bourgmestres, notamment à Luxembourg et à Differdange. Mais il est vrai que les Verts ont continué à rattraper leur retard sur les bleus, et que dans un certain nombre de communes, ils jouent le rôle d'arbitre typique pour une « troisième force ».

« Déi Gréng, vainqueur évident des élections », c'est ce que proclame le communiqué du parti publié mercredi. Ce n'est pas faux, même s'il est difficile de mesurer exactement le degré de succès de chaque parti. Ainsi, si l'on considère l'accroissement relatif du nombre d'élus, le KP et « Déi Lénk » devancent les Verts. Voilà sans doute la raison pour laquelle le parti a concocté un graphique représentant « les gains des partis dans les communes à scrutin proportionnel ». Les chiffres utilisés ne présentent aucun intérêt statistique - ils font notamment abstraction des pertes, importantes pour les trois grands partis. Mais ils ont l'avantage de faire apparaître les Verts en tête de peloton...

Il n'empêche que par rapport aux attentes modestes, le parti « Déi Gréng » a obtenu un résultat excellent - qui lui vaut à nos yeux le titre de vainqueur ex aequo avec « Déi Lénk » et le KPL. En effet, ses scores varient entre 8,5 et 33,5 %. Ce dernier niveau a été atteint à Remich, tandis qu'ils ont obtenu 31,5 % et 28,9 % à Betzdorf et à Mersch. Dans les deux premières communes, cela leur permet de talonner un CSV qui a moins d'un point de pour cent d'avance. En outre, et contrairement à ce qu'on attendait, les Verts ont amélioré leur score dans les trois grandes villes où

ils gouvernaient déjà : Luxembourg, Esch et Differdange. Rares sont les communes où ils essuient des pertes en pourcentages, et Diekirch est la seule commune où ils cèdent un mandat.

Pourtant, le parti s'était imposé certains « handicaps ». D'une part, ses listes étaient en principe composées de manière paritaire d'hommes et de femmes - avec quelques aménagements, puisque seulement 46 % des candidats étaient féminins, et la plupart des têtes de liste masculines. D'autre part, les Verts avaient 60 étrangers sur leurs listes, ce qui en fait le parti le plus ouvert en nombre absolu.



Contrairement aux partis établis, la démarche et le succès de la gauche radicale sont aussi pris en considération par « Déi Gréng ». La présidente Sam Tanson, citée par le Quotidien, estime que « l'hypercapitalisme fait peur aux gens » et que les Verts partagent certaines idées de cette gauche, mais ne le communiquent pas assez bien. Les négociations sur les accords de coalition à Luxembourg, Esch et Differdange fourniront une première occasion de remédier à cela. En effet, dans la capitale, le rapport de force est désormais de 1 à 2, et le nombre de dossiers épineux, notamment au sujet des caméras de surveillance et de la création de comités de quartier. Le zèle avec lequel les Verts défendront certains points de leur programme au niveau communal donnera une première idée de ce qui restera des idéaux verts lors d'une hypothétique participation gouvernementale.

SHORT NEWS

J'ai du bon tabac...

Cette brève s'adresse tout particulièrement aux frontaliers ainsi qu'aux camionneurs en transit. Ce sont eux qui, selon le ministre des finances Luc Frieden, constituent le gros des 85 % de non-résidents qui font la manne d'accises grand-ducale sur le tabac. Dans une question parlementaire au ministre, la députée verte Josée Lorsché voulait savoir combien de temps encore allait durer l'exception luxembourgeoise sur ces produits, à l'origine du tourisme tabacologique. La zone d'attraction qui s'étend en France jusqu'à 50 km au-delà de la frontière devrait en effet s'étendre à 80 km, étant donné que l'Hexagone compte augmenter ses taxes sur les cigarettes de six pour cent cette année et six pour cent supplémentaires l'année prochaine. Frieden n'omet toutefois pas de mentionner d'autres chiffres en guise de comparaison : ainsi, le différentiel entre la France et l'Espagne est encore plus important, car il est de 38,8 % contre 34 % pour le Luxembourg. En clair, alors qu'un paquet de Marlboro coûte 4,40 euros au Luxembourg (contre 5,90 en France), il n'est que de 4,25 euros au royaume ibérique. Mais cet état de grâce ne devrait pas s'éterniser : d'ici 2014, le Luxembourg doit atteindre un niveau d'accises de 60 pour cent. Actuellement, il est de 64,25 % en France. Il restera donc encore un peu de marge.

La tente de Saint Nicolas Schmit

Rien de bien nouveau dans le dossier de l'accueil minable que le Luxembourg donne aux réfugiés, si on excepte que le ministre Schmit a bien eu l'obligeance de rouvrir son bureau d'accueil, dont la fermeture frôlait l'illégalité. Mais si la justice n'a pas encore statué sur la question de la fermeture du bureau - qui, comme nous l'avions prédit, débordait de gens lundi dernier - elle a pourtant obligé le gouvernement à loger décemment les personnes qui viennent demander l'asile au Luxembourg. Et là aussi, on est loin du compte, tout au contraire : comme s'en sont offusqués l'Asti, la Caritas et même les jeunes Verts, les conditions de vie sur les campings sont tout simplement inacceptables. Des tentes sans bâche au sol, sans chauffage et qui tanguent dans la boue qui se forme petit à petit dans ce début d'automne. Alors qu'en août, on nous assurait (voir woxx 1125) que cette solution ne serait que provisoire, il semble maintenant qu'elle soit devenue la norme. Rappelons tout de même que le ministre de l'Immigration savait parfaitement que cette vague de Roms serbes allait atterrir l'un ou l'autre jour et qu'en attendant, il n'a rien fait. Ce qui laisse deux interprétations : ou il est un dilettant ou un parfait xénophobe. En tout cas, il est un ministre de l'Immigration qui n'a rien à envier à son prédécesseur au cœur froid.

Kooperationspolitik in der Debatte

Ausgerechnet vom Vertreter der Linken, André Hoffmann, erfuhr am Mittwoch die kooperationspolitische Sprecherin der CSV, Nancy Kemp-Arendt, Lob für ihre Stellungnahme zur jährlichen Erklärung der Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs (CSV). Kemp-Arendt hatte zwar eine positive Bilanz der Luxemburger Politik gezogen, aber auch auf die strukturellen Ursachen für das weiterhin bestehende und teilweise sich verschärfende Nord-Süd-Gefälle hingewiesen. Besondere Beachtung fand in ihrer Rede die sogenannte „Cohärenz des politischen“, also die Forderung, anderer Politikbereiche wie Wirtschaft und Finanzen, Klimaschutz und Landwirtschaft mit den hohen Zielen der Entwicklungszusammenarbeit in Einklang zu bringen. Einen Ruffel holte sich die CSV-Sprecherin beim ADR-Sprecher Kartheiser: Ihr Plädoyer für mehr Aufklärung und Geburtenkontrolle sei ihm als Katholik zuwider. Kartheiser war auch der einzige Redner, der sich gegen das Prinzip aussprach, ein Prozent des BIP als Entwicklungshilfe zu leisten. Genauso hoch sei nämlich das erwartete Staatsdefizit, das es abzubauen gelte. Der Reform des 1996er Entwicklungshilfegesetzes, das zurzeit in der zuständigen Kommission diskutiert wird, dürfte die ADR-Opposition allerdings kaum Schaden zufügen, doch scheint die auch von Mehrheitspolitikern angedachte Ausweitung in Richtung Kohärenzkontrolle nicht weiter verfolgt zu werden.